

# L'affaire Flükiger : du fait divers à l'événement politique

Autor(en): **Villiger, Carole**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **119 (2016)**

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-697008>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# L'affaire Flükiger : du fait divers à l'événement politique

CAROLE VILLIGER

**Entre octobre 1977 et mars 1978, le Jura est ébranlé par deux affaires : la mort d'une jeune recrue bernoise suivie quelques mois plus tard par celle d'un caporal jurassien. Ces deux décès interviennent dans un contexte politique fortement conflictuel entre d'un côté, les séparatistes qui réclamaient l'autonomie de la région depuis une trentaine d'années et de l'autre, les anti-séparatistes qui voulaient la maintenir dans le canton de Berne. La période était particulièrement cruciale pour l'avenir des Jurassiens, puisque quelques mois plus tard, en septembre 1978, le peuple suisse se prononçait en faveur de la création d'un canton indépendant.**

Au même moment, des événements extérieurs ont amplifié les tensions existant sur le plan intérieur. En raison de sa proximité géographique avec l'Allemagne, la région jurassienne a subi de plein fouet les remous provoqués par des mouvements allemands de lutte armée d'extrême gauche, comme la *Rote Armee Fraktion* (RAF) et le *Bewegung 2. Juni*. La RAF est la plus connue des organisations clandestines allemandes d'extrême gauche en raison de ses attentats spectaculaires, de sa longévité (de 1970 à 1998) et surtout à cause du destin tragique de ses protagonistes qui a inspiré de nombreux documentaires et films de fiction. Les médias l'ont également surnommée la bande à Baader ou encore le groupe Baader-Meinhof, du nom des militants de la première génération. Le *Bewegung 2. Juni*, quant à lui, était un mouvement berlinois armé et clandestin, actif entre 1972 et 1980.

Dans cet environnement tendu, les décès de la recrue bernoise et du caporal jurassien, vraisemblablement de « simples » faits divers sans corrélation, ont été politisés. D'une part, ils ont été interprétés et pourvus d'une signification politique et d'autre part, ils ont été utilisés à des fins politiques. L'objectif de cet article est de retracer le processus de politisation de ces événements et d'interroger les buts de leur exploitation politique.

Afin de documenter ces deux affaires, peu de données sont disponibles. Les archives officielles, notamment celles du Ministère public et du Département fédéral de justice et police (D.F.J.P.), sont volumineuses, comme le laissent suggérer des inventaires faisant état de plus de cent douze dossiers<sup>1</sup>. Toutefois, elles sont protégées par un délai de consultation de cinquante ans et ne sont donc pas accessibles.

Ensuite, les militants jurassiens actifs durant ces années sont très réticents à témoigner. Tout d'abord, les événements n'ont jamais été clairement résolus et témoigner comporte donc le risque d'une mauvaise interprétation pouvant être instrumentalisée par des représentants politiques ou institutionnels. Ensuite, le fait que je ne sois pas jurassienne, ou du moins une habitante du canton du Jura, a rendu le contact ainsi que l'instauration d'un rapport de confiance avec les acteurs de l'époque difficiles. C'est pourquoi je me suis essentiellement appuyée sur les coupures issues de la presse nationale de l'époque.

## Une série noire embarrassante

En octobre 1977, le corps de Rudolf Flükiger, une recrue partie de Bure en course d'orientation plusieurs semaines auparavant, est retrouvé déchiqueté par une grenade dans la forêt de Grandvillars, en France :

« Alors que l'on désespérait de retrouver jamais le corps de l'aspirant-officier Rudolf Fluckiger [*sic*], agriculteur, âgé de 21 ans, de Jegensdorf, qui avait disparu dans la nuit du 16 au 17 septembre 1977, après une course d'orientation nocturne organisée par sa compagnie, à la place d'armes de Bure où il faisait son cours d'aspirant, un chasseur français l'a découvert hier après-midi, dans une forêt, dans un épais fourré, non loin d'un grand arbre. [...] Il a été procédé à l'identification du cadavre. Celle-ci n'était pas des plus aisées, étant donné que le corps était affreusement déchiqueté, que les habits militaires étaient en lambeaux. Le cadavre portant encore les souliers de l'armée suisse<sup>2</sup>. »

Cinq mois plus tard, en mars 1978, Rodolphe Heusler, un agent de police qui enquêtait sur la mort du militaire, est abattu de plusieurs balles dans le dos et son corps est retrouvé dans une maison abandonnée, située dans les environs de Porrentruy :

« Après avoir quitté son collègue vers 19 h, le caporal Heusler s'est rendu directement dans la maison de l'Oiselier où l'on devait retrouver son corps quelques heures plus tard<sup>3</sup>. »

À l'époque, les décès de Flükiger et de Heusler ont suscité l'étonnement, car tous deux étaient sans histoires, ce qui a sans doute contribué à échafauder des explications fantaisistes sur leur disparition.

À la même période, le Jura subit les répercussions des troubles sociaux que connaissait l'Allemagne. Le 18 octobre 1977, le corps de l'industriel allemand Hanns Martin Schleyer est retrouvé dans une voiture à Mulhouse<sup>4</sup>. Le « patron des patrons de la République fédérale d'Allemagne » comme il est alors surnommé, avait été enlevé un mois plus tôt à Cologne par la RAF. L'organisation avait alors tenté de s'en servir comme monnaie d'échange pour négocier avec le gouvernement allemand la libération de ses leaders (Andreas Baader, Jan-Carl Raspe, Gudrun Ensslin) détenus à la prison de Stammheim, à Stuttgart, dans des conditions très difficiles. Le commando avait également tenté d'obtenir la liberté pour des fedayin du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) détenus en Turquie ainsi qu'une importante somme d'argent<sup>5</sup>. Les pourparlers ayant échoué, la RAF avait alors abattu Schleyer et déposé son corps dans une voiture à proximité du Jura.

Enfin, le 20 décembre 1977, Gabrielle Kröcher Tiedemann et Christian Möller<sup>6</sup>, deux activistes du *Bewegung 2. Juni*, déclenchent une fusillade au poste de douane de Fahy, après avoir été interpellés. Ils blessent grièvement deux gardes-frontière, avant d'être arrêtés par la police un peu plus tard à Delémont. En juin 1978, Gabrielle Kröcher Tiedemann est condamnée à une peine de quinze ans de prison. Après en avoir accompli neuf, elle est extradée en Allemagne. Quant à Christian Möller, il écope de treize ans d'enfermement et est remis aux autorités allemandes en 1985.

Ces différents événements concomitants ont suscité d'intenses débats dans le Jura à tous les niveaux et les hypothèses les plus fantasques ont circulé sur les morts de Flükiger et Heusler, mêlant les luttes armées internationales avec les intérêts respectifs des deux partis antagonistes jurassiens.

## **Du suicide au « terrorisme international » : la politisation de faits divers**

Dans un premier temps, à propos de Rudolf Flükiger, les enquêteurs ont privilégié la version du suicide dans la mesure où le jeune homme était apparu fragile et qu'il ne souhaitait pas accomplir ses obligations militaires :

« Rudolf Flükiger n'aurait pas été très désireux de faire son école d'aspirant, et il aurait fallu un conseil de famille pour le décider. En second lieu, il aurait eu d'extrêmes difficultés à se hisser au niveau intellectuel de ses camarades et aurait connu certains échecs, d'où un moral chancelant <sup>7</sup>. »

Mais cette thèse du suicide ne pouvant être validée, les enquêteurs ont poursuivi leurs recherches.

Puis, l'accident de chasse a également été une piste envisagée :

« Dans le village où le corps a été retrouvé, la chasse était ouverte et quelque 50 chasseurs accompagnés de leur chien se sont rendus dans la forêt en question avant que le corps ne soit découvert <sup>8</sup>. »

Ensuite, l'affaire a pris une coloration plus politique avec une version accréditant la thèse selon laquelle la RAF aurait été mêlée à la mort de la recrue. Des membres de cette organisation auraient tué Rudolf Flükiger qui se serait malencontreusement trouvé sur leur route, alors qu'ils détenaient le patron allemand Hanns Martin Schleyer dans les environs. La recrue aurait ainsi été un témoin gênant lors du déplacement de leur otage :

« L'aspirant Rudolf Flükiger aurait assisté au transfert de Hans-Martin [*sic*] Schleyer d'une voiture à une autre, dans la région de la place d'armes de Bure. Il aurait alors tenté d'intervenir et aurait été maîtrisé, puis séquestré avec le « patron des patrons » allemands. Les ravisseurs de l'industriel allemand auraient ensuite monté la mise en scène que l'on sait [désintégrer le corps à l'aide d'une grenade afin d'effacer les traces du meurtre] pour accréditer la thèse du suicide <sup>9</sup>. »

D'un caractère fragile, Flükiger passe ainsi à la représentation d'une personnalité affirmée et héroïque. Cette dernière piste a toutefois été démentie par le Ministère public de la Confédération, alors en charge de l'enquête :

« Le Ministère public de la Confédération ne dispose actuellement d'aucun élément permettant de mettre en corrélation la mort de M. Hanns-Martin Schleyer, le patron des patrons allemand, et celle de l'aspirant officier Rudolf Fluckiger <sup>10</sup> [*sic*]. »

Puis, suite à la mort du caporal Rodolphe Heusler, en mars 1978, une lettre anonyme est parvenue au journal *l'Impartial* prétendant que le groupe séparatiste Bélier aurait enlevé un Suisse allemand pour le déposer nu devant le Palais fédéral, à Berne. Mais la plaisanterie aurait mal tourné et Flükiger serait mort étouffé. Les Béliers auraient ensuite camouflé cet accident en suicide :

« Quelques jours après le drame, une lettre anonyme parvient à *L'Impartial*. Un Bélier explique que le mouvement autonomiste a voulu enlever un *Fritz* pour le déposer, à poil, devant le Palais fédéral. Mais Flükiger meurt par accident, asphyxié<sup>11</sup>. »

Ensuite, d'autres lettres revendiquées par un mouvement anonyme, « Groupe action-vérité affaire Flükiger » ont été envoyées aux principaux quotidiens suisses romands. Le groupe a accusé les séparatistes des deux décès :

« Flükiger et Heusler ont été tués par les mêmes mains, le premier parce qu'il devait constituer une monnaie d'échange par rapport à l'article 138 de la nouvelle Constitution jurassienne le second parce qu'il en savait trop<sup>12</sup>. »

L'article de loi en question faisait référence à la situation qui divisait le Jura entre les séparatistes et les anti-séparatistes. Dès juin 1977, les chambres fédérales se prononçaient sur la nouvelle constitution du Jura. Celle-ci a été majoritairement acceptée, sauf l'article 138 qui stipulait que toute partie du territoire qui souhaitait rejoindre la nouvelle constitution le pouvait. Dès lors, les autonomistes ont exigé une acceptation de l'ensemble de la constituante, article 138 compris, alors que les anti-séparatistes souhaitent la faire échouer<sup>13</sup>.

À la tentative du « Groupe action-vérité Flükiger », sous-tendue par des intérêts anti-séparatistes, de faire endosser les deux décès aux séparatistes, ces derniers ont rétorqué par des accusations similaires. Heusler aurait projeté de faire construire sa maison à Porrentruy, dans le futur canton. Et les anti-séparatistes auraient commis ce crime « dans le but de nuire à cet État en devenir et d'obtenir un vote négatif en septembre prochain<sup>14</sup> ».

Enfin, le mouvement allemand *Bewegung 2. Juni* a, à son tour, été incriminé. Celui-ci aurait tué le caporal de police Heusler pour faire pression sur les autorités politiques et délivrer ainsi Gabriele Kröcher-Tiedemann et Christian Möller, arrêtés à Delémont en décembre 1977. Cette hypothèse a été envisagée après que la police jurassienne a reçu deux lettres, en français et en allemand, revendiquant le meurtre du policier au nom du groupe :

« À la suite de l'assassinat du caporal Heusler, dans la nuit de jeudi à vendredi à Porrentruy, le juge d'instruction du district de Porrentruy a publié hier soir un communiqué dans lequel il révèle que la police cantonale a reçu deux lettres anonymes vendredi au matin. Leur contenu est le suivant : « Libérez Christian Moeller et Gabrielle Kroeher-Tiedmann [*sic*] le flic sera rendu unique délai 24 heures, groupe sympathisant Baader-Meinhof<sup>15</sup>. »

Dans un premier temps, cette piste a semblé vraisemblable dans la mesure où un mouvement allemand, le *Kommando Benno Ohnesorg*, avait organisé un attentat à l'explosif dirigé contre la Cour suprême du canton de Berne durant la nuit du 12 au 13 janvier 1978, en guise de protestation contre de la détention des deux militants allemands.

Toutefois, dans un deuxième temps, cette voie a été abandonnée au profit de celle impliquant un collègue du policier, passé entre temps aux aveux :

« Le gendarme André Rychen, qui avait d'abord été arrêté sous inculpation de faux témoignage, puis de participation à crime ou à assassinat, a admis vendredi dernier être l'auteur du crime et a donné à cette occasion une version qu'il a encore confirmée avant-hier lors de la reconstitution. Il reconnaît avoir tiré sur son collègue<sup>16</sup>. »

Rychen aurait ensuite tenté de faire endosser son acte par des mouvements d'extrême gauche allemands :

« Il écrit les deux lettres anonymes par lesquelles il pense accréditer la thèse du crime en relation avec l'arrestation des deux terroristes allemands arrêtés à Delémont après la fusillade à laquelle ils se sont livrés au poste de douane de Fahy<sup>17</sup>. »

Les raisons qui l'auraient poussé à ce meurtre sont confuses tant il a donné de versions contradictoires. Tout d'abord, Rychen a reconnu un geste de panique :

« Au départ, il s'agissait d'essayer une arme que l'on avait l'intention de vendre d'une part, d'acheter de l'autre. Et puis, une réaction de crainte dans cette maison obscure, les coups de feu, l'affolement<sup>18</sup>. »

Puis, quelques mois plus tard, l'agent s'est finalement rétracté en affirmant n'être jamais passé à l'acte, avant de tenter de se suicider :

« Inculpé de l'assassinat du caporal Heusler, l'appointé Rychen a tenté lundi de mettre fin à ses jours, en ne voulant pas être condamné pour un crime qu'il n'a pas commis, ainsi qu'il l'indique dans une lettre au juge d'instruction<sup>19</sup>. »

En définitive, le Ministère public a retenu la première version de ses aveux et Rychen a été condamné à une peine d'enfermement pour le meurtre du caporal Heusler. Meurtre qui du reste, selon les conclusions du tribunal, n'aurait eu aucun lien avec la mort de Rudolf Flükiger qui se serait bien suicidé.

Cette interprétation des faits n'a toutefois pas totalement convaincu le Conseil exécutif bernois. Début 1983, suite à un regain de tensions entre

les séparatistes et les anti-séparatistes ainsi qu'à des révélations parues dans la presse de Besançon, celui-ci a chargé le Département fédéral de justice et police de se pencher à nouveau sur les causes du décès de la jeune recrue<sup>20</sup>. Mais faute d'éléments nouveaux, c'est l'explication du suicide qui a été à nouveau retenue comme hypothèse la plus plausible: « Pour le juge d'instruction, sans être certaine, la thèse du suicide reste la plus vraisemblable<sup>21</sup>. »

## Dans quels buts ces deux décès ont-ils été politisés ?

Localement, du côté des mouvements séparatistes et anti-séparatistes, ces deux affaires ont été rattachées aux enjeux du conflit. Les anti-séparatistes ont tenté de faire endosser les morts aux séparatistes afin de les disqualifier sur le plan politique et de se positionner ainsi favorablement en vue des votations de 1978. Flükiger aurait fait l'objet d'une blague ayant mal tourné et les séparatistes auraient ensuite escamoté l'accident en suicide. Ils ont également été accusés d'avoir voulu exercer un chantage pour que les anti-séparatistes acceptent la nouvelle constitution, article 138 compris. Flükiger aurait ainsi été enlevé dans le but de servir d'otage, mais il serait décédé. Par la suite, Heusler aurait été tué parce qu'il aurait découvert le pot aux roses et il aurait donc fallu éviter que l'affaire soit éventée.

Quant aux séparatistes, ils ont imputé le décès de Heusler aux anti-séparatistes, probablement pour se défendre des accusations de leurs adversaires, mais également pour les décrédibiliser politiquement. Selon eux, les anti-séparatistes auraient liquidé Heusler qui envisageait de construire une maison à Porrentruy, ce qui leur aurait déplu. D'une façon plus générale, les anti-séparatistes ont été soupçonnés de vouloir créer un climat hostile dans le nouveau canton afin que celui-ci apparaisse comme instable et inapte à y maintenir l'ordre. Les décès de Flükiger et Heusler ont donc servi les intérêts respectifs des deux parties adverses.

Pour les autorités fédérales, les bisbilles entre séparatistes et anti-séparatistes dans cette affaire ont eu peu d'intérêt. En revanche, elles se sont montrées plus curieuses avec les allées et venues des mouvements d'extrême gauche allemands dans les environs. Elles ont notamment cherché à savoir si ces organisations allemandes étaient en réseau avec des mouvements suisses.



Au moment des faits, dans le Jura, des rumeurs ont circulé sur l'éventualité de liens entre les mouvements armés allemands et les séparatistes, comme le révèle le quotidien vaudois *la Tribune-le Matin*:

« *Le Journal du Jura*, qui semble puiser là [dans les rumeurs] l'essentiel de son information, commence à publier des articles signés de pseudonymes où l'amalgame entre le terrorisme allemand, le séparatisme jurassien et l'enlèvement (!) de Rudolf Flükiger se fait plus précis<sup>22</sup>. »

Puis, le *Journal de Genève* a révélé que la police elle-même supposait des liens entre les mouvements allemands et d'autres dans le Jura. Tout en demeurant toutefois évasif sur ceux-ci :

« La police a eu longtemps l'intuition que les tracts distribués lors de certains attentats par des milieux proches de la « bande à Baader » auraient été imprimés sur des machines de fortune dans le Jura<sup>23</sup>. »

Quant aux principaux concernés, un ancien animateur des Béliers évoque bien le passage de la *Rote Armee Fraktion* dans le Jura, mais il élude toutefois la question de potentiels contacts :

« C'était de notoriété publique que la bande à Baader passait dans le Jura. C'était pratiquement prouvé qu'ils ont trimballé Schleyer par le Jura<sup>24</sup>. »

À propos de liens potentiels entre les organisations armées allemandes et les Béliers, sur la seule base des coupures de presse, il est compliqué de départager ce qui ressort des fantasmes et des faits historiques. Au moment des événements, les anti-séparatistes avaient avantage à véhiculer ce type de rumeurs pour susciter la méfiance vis-à-vis de leurs opposants. Quarante ans après les faits, en suggérant des contacts éventuels avec les organisations clandestines allemandes, les anciens séparatistes élargissent l'aura de leur engagement passé en le hissant au niveau des luttes armées internationales.

Néanmoins, il est vrai que les services de police bernois ont relevé la participation d'un des membres du groupe Bélière à une rencontre de solidarité en faveur du centre autonome des jeunes de Zurich (A.J.Z.) durant l'été 1968, à Bienne<sup>25</sup>. Par ailleurs, des représentants des Béliers ont également pris part à une conférence organisée par le mouvement *Rote Hilfe*, sur le sujet des prisonniers politiques à Zurich durant la seconde moitié des années 1970. À cette époque, *Rote Hilfe* était actif essentiellement à Zurich, avec toutefois des sections en Suisse romande (Secours rouge) et au Tessin (*Soccorso rosso*). Dans la mesure où l'aile zurichoise était en réseau avec son homonyme berlinoise qui, elle, était proche d'organisations clandestines allemandes telles que la RAF, le

*Bewegung 2. Juni* et les *Revolutionäre Zellen*, le mouvement a fait l'objet d'une surveillance policière particulièrement marquée<sup>26</sup>.

Un programme de la soirée organisée à Zurich par *Rote Hilfe*, lors de laquelle des membres du groupe Bélier étaient présents, indique que des activistes allemands sont aussi intervenus :

#### PROGRAMM

19-20 Uhr: Diskothek, verschiedene Stände und Gags, Polit-Songs, Essen und Trinken

20-21 Uhr: Begrüssung durch die Rote Hilfe, Peter Brückner spricht über den "schleichenden Staatsstreich", Thomas aus München singt Knastsongs

21-22 Uhr: Diskussionsbeiträge der ASTRA (Schwarzpeter), eine Bélier-Vertreterin & anderer, kleiner Sketch über den Knast, Ernst Born, Politsänger aus Basel ("Kaiser augstlied") bringt neue Lieder

22-?? Uhr: Daniel Cohn-Bendit (Buchhändler aus Frankfurt/Main) erzählt uns einige Dinge, die ihm kürzlich in den Sinn gekommen sind, eventuell Klaus der Geiger (oder: Klaus der Fiedler) aus Köln-im Moment, wo wir das Programm schreiben, wissen wir noch nicht sicher, ob er kommt, aber es ist sozusagen sicher..., Musik und Tanz mit Orchestern Trio Grande, The Gitterstab-Breakers, Gift & S-Band

Mitternacht: CARLOS tanzt den letzten (?) Tango

UND DAS FEST GEHT WEITER BIS 3 UHR<sup>27</sup>

*Rote Hilfe* ayant eu des relations avec des militants d'organisations clandestines, il est envisageable que certains membres séparatistes du groupe Bélier les aient également côtoyés. *Rote Hilfe* étant très surveillée, la police était forcément au courant des liens entre le mouvement d'extrême gauche et les Béliers. Ainsi, lorsque les décès de Flükiger et de Heusler, survenus entre la fin 1977 et le début 1978, ont coïncidé avec des événements associant des organisations de guérilla allemande, il semble logique que la police ait examiné l'éventualité de liens entre les différentes affaires.

Dès lors que les groupes allemands ont été suspectés d'avoir pris part aux deux meurtres, les services de police n'ont manifestement pas envisagé uniquement la possibilité de rapports avec les séparatistes, mais ils ont également recherché si les mouvements d'extrême gauche établis

dans la région du Jura avaient également soutenu les organisations allemandes. La police a donc exercé des contrôles rigoureux à leur égard. À tel point que même les partis de la gauche traditionnelle se sont offusqués des mesures coercitives :

« Le comité contre la Police fédérale de sécurité et plusieurs mouvements et partis de gauche (parti socialiste et POP notamment) déclarent dans un communiqué publié hier avoir « pris connaissance du climat policier qui règne à Porrentruy sous couvert de mesures d'urgence en lien avec l'affaire Heusler. Sous prétexte d'antiterrorisme, les autorités judiciaires et policières utilisent cet événement pour justifier le renforcement de leur appareil répressif<sup>28</sup>. »

Peu après les perquisitions et les interrogatoires menés par la police auprès des mouvements de gauche, deux attentats ont été planifiés contre le poste de police et l'hôtel de ville à Porrentruy. Ils ont tout d'abord été imputés à l'extrême gauche qui a été accusée de vouloir protester contre l'acharnement policier qu'elle subissait :

« [À propos des attentats à l'explosif] La police ne possède pour l'instant aucune indication sur les auteurs de ces méfaits. On n'exclut cependant pas un éventuel rapport avec les interrogatoires (qui n'ont été suivis d'aucune arrestation) que la police a menés vendredi dans des milieux bruntrutains qualifiés de « gauchistes »<sup>29</sup>. »

Toutefois, ultérieurement, il s'est avéré que ce sont les Béliers et le groupe Jeunesse Sud qui en étaient à l'origine. Ces attentats étaient donc relatifs à la Question jurassienne et ils étaient sans aucun rapport avec les deux meurtres.

À nouveau, sur la seule base des coupures de presse, il est compliqué d'évaluer la portée de l'attitude de la police vis-à-vis des mouvements de gauche installés dans le Jura. Les interventions rapprochées dans la région de deux organisations de lutte armée allemandes ont sans doute eu de quoi susciter quelques interrogations quant à un éventuel soutien, d'où le renforcement du contrôle policier. Néanmoins, les rapports de police concernant une communauté d'extrême gauche établie dans les années 1980 à Undervelier, dans le district de Delémont, laissent non seulement supposer une grande méfiance vis-à-vis de ses habitants, mais ils traduisent également l'incompréhension et le mépris pour ce mode de vie. Ceux-ci ont clairement été perçus comme des marginaux :

« En août 1984, l'enquête effectuée sur le compte de Robert Moser avait démontré que l'on se trouvait en présence d'un marginal. [...] À l'époque déjà, il était apparu qu'il recevait chez lui de nombreux jeunes, sans travail, drogués, etc., venant spécialement des régions bâloises et bernoises. Moser

fut dénoncé par la police jurassienne, en juin 1982, pour s'être adonné à la consommation et au trafic de haschich<sup>30</sup>. »

Les décès de Flükiger et Heusler ont légitimé une enquête policière approfondie avec un examen de toutes les pistes envisageables, mais il est probable que ceux-ci aient également servi de prétextes aux autorités politiques et aux services de police locaux pour exercer une surveillance ainsi qu'une pression sur les milieux d'extrême gauche installés dans la région et peu appréciés.

## Conclusion

Le suicide de Rudolf Flükiger et le meurtre du policier Heusler ont ébranlé le Jura et ont provoqué une véritable onde de choc qui s'est étendue à toute la Suisse. Si ces affaires ont été si complexes et qu'elles ont suscité des années d'enquêtes, c'est que deux contextes différents ont été enchevêtrés dans l'actualité d'une même région. Premièrement, celui se rapportant au conflit jurassien opposant les tenants d'un nouveau canton à ceux qui y étaient défavorables. Et deuxièmement, celui qui avait trait aux luttes révolutionnaires des organisations d'extrême gauche allemandes et les liens qu'elles ont eus en Suisse. Dans les deux contextes, les revendications ont été soutenues par des moyens violents faisant appel aux armes et aux explosifs. Bien que les organisations de guérilla allemandes et les mouvements inscrits dans le conflit jurassien n'aient pas lutté pour les mêmes objectifs ni partagé les mêmes valeurs, il est possible que leurs besoins en ressources matérielles, en armes notamment, aient contribué à des rencontres, qui se sont peut-être faites par le biais de groupes ou de personnes d'extrême gauche alémaniques. Il est également envisageable que des activistes séparatistes aient eu des convictions d'extrême gauche et qu'ils aient côtoyé des militants alémaniques, alors en contact avec des organisations allemandes. Enfin, la thématique des prisonniers politiques pour laquelle le groupe *Rote Hilfe* était très actif a également concerné les séparatistes puisque plusieurs militants étaient incarcérés.

Les deux décès n'ont toutefois pas été liés aux revendications autonomistes et anti-séparatistes, pas plus qu'aux aspirations révolutionnaires des mouvements allemands. Mais ils ont agi comme des catalyseurs faisant éclater au grand jour la violence des affrontements entre séparatistes et anti-séparatistes de même que les peurs et les rumeurs

entourant la détermination des groupes de guérilla allemands. La place qu'ont occupée ces différents acteurs dans les événements avec lesquels ils n'avaient aucun lien est significative du climat de tension omniprésent qui régnait dans la région.

Enfin, ces faits sont surtout révélateurs de la dimension très importante des représentations, puisque celles-ci ont contribué à monter de toutes pièces une « affaire » en partant d'événements a priori dépourvus d'envergure politique. En ce sens, la création de l'événement a pris des proportions bien plus considérables que les faits en eux-mêmes.

*Carole Villiger est post-doctorante F.N.S. aux départements de sociologie de la New York University (NYU) et du Graduate Center of the City University of New York (CUNY). Ses intérêts de recherche sont la violence politique, l'histoire des mouvements sociaux, l'histoire des idées, l'histoire du féminisme et du genre. Sa thèse de doctorat en histoire a porté sur les actions collectives violentes en Suisse entre 1950 et 2000.*

## NOTES

- <sup>1</sup> Archives fédérales, inventaires E 4320 (C), 1994/161 à 1996/101, 1944-1991, 33 à 33.4.
- <sup>2</sup> G., « L'aspirant-officier avait disparu depuis près d'un mois. Le cadavre de Rudolf Fluckiger découvert dans une forêt en France », *L'Express*, 14.10.1977, p. 15.
- <sup>3</sup> Bévi, « Le mystère reste entier dans l'affaire Heusler mais la police dispose d'éléments nouveaux », *L'Express*, 11.3.1978, p. 11.
- <sup>4</sup> Hanns Martin Schleyer (1915-1977) était un ancien S.S. devenu un puissant industriel et le chef des organisations patronales allemandes.
- <sup>5</sup> Le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) est une organisation palestinienne fondée en 1967 sous l'impulsion de Georges Habache et d'Ahmed Jibril. À ses débuts, elle articulait les idéologies du nationalisme arabe et du marxisme. Le F.P.L.P. s'est voulu révolutionnaire et sa lutte était particulièrement dirigée contre les intérêts israéliens qui incarnaient selon lui, à la fois, l'impérialisme, le sionisme et le capitalisme. Le F.P.L.P. existe encore aujourd'hui mais son idéologie et ses moyens d'action ont changé.

Dans les années 1970, le F.P.L.P. était en réseau avec de nombreuses organisations clandestines armées sur le plan international, et notamment avec la RAF. En effet, dès la fin des années 1960, plusieurs Palestiniens étudiaient en Allemagne et ont pris part aux remous sociaux de cette époque, dont les luttes propalestiniennes faisaient partie. Ils se sont donc engagés dans des mouvements d'extrême gauche qui se sont radicalisés par la suite. Durant ces années, de nombreux activistes allemands issus des organisations clandestines sont allés s'entraîner dans les camps militaires palestiniens établis au Liban. À propos des réseaux entre les organisations clandestines allemandes et palestiniennes, se référer à : KRAUSHAAR Wolfgang, « Zur antisemitischen Dimension in den Kooperation von Tupamaros West Berlin, RAF und RZ mit den Palästinensern », in Kraushaar Wolfgang, (éd.) *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 1, Hambourg, Hamburger Edition, 2006, p. 676-695 ; SKELTON-ROBINSON Thomas, « Die Beziehung des bundesdeutschen Linksterrorismus zur Volksfront für die Befreiung Palästinas (1969-1980) », in : Kraushaar Wolfgang, (éd.) *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 2, Hambourg, Hamburger Edition, 2006, p. 828-904.

- <sup>6</sup> Gabriele Kröcher-Tiedemann (1951-1995) était une activiste du *Bewegung 2. Juni* et une proche de Carlos. Elle a notamment participé à l'attaque de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le 20 décembre 1975 à Vienne, planifiée par Carlos, et durant laquelle plusieurs personnes ont trouvé la mort. Gabriele Kröcher-Tiedemann est décédée d'un cancer en 1995 à l'âge de 44 ans. À propos de Christian Möller, peu d'informations sont disponibles, hormis son implication dans la fusillade de la douane de Fahy. Il n'a sans doute participé que ponctuellement aux actions du groupe.
- <sup>7</sup> Bévi, «Le mystère reste entier dans l'affaire Heusler mais la police dispose d'éléments nouveaux», *L'Express*, 11.3.1978, p. 11.
- <sup>8</sup> A.T.S., «Un député met en doute la thèse du suicide», *La Tribune-Le Matin*, 11.2.1978, p. 5.
- <sup>9</sup> Bévi, «Le mystère reste entier dans l'affaire Heusler mais la police dispose d'éléments nouveaux», *L'Express*, 11.3.1978, p. 11.
- <sup>10</sup> A.T.S., «Il n'y a aucun lien entre les affaires Flükiger et Schleyer», *L'Express*, 11.3.1978, p. 13.
- <sup>11</sup> G.S.T., «Flükiger, Schleyer, Baader, Heusler, quatre affaires qui ont secoué le Jura», *L'Impartial*, 30.11.2010, p. 9. Voir aussi: MONAT Daniel, NICOL Xavier, «L'affaire Flükiger», *Zone d'ombre*, R.T.S., 1.10.2010. Disponible sur le site de la R.T.S.
- <sup>12</sup> Bévi, «Affaire Heusler: l'enquête piétine», *L'Express*, 9.3.1978, p. 9.
- <sup>13</sup> GANGUILLET Gilbert, *Le conflit jurassien. Genèse et trajectoire d'un conflit ethno-régional*, p.177-194.
- <sup>14</sup> Bévi, «Le mystère reste entier dans l'affaire Heusler mais la police dispose d'éléments nouveaux», *L'Express*, 11.3.1978, p. 11.
- <sup>15</sup> A.T.S., «Assassinat du caporal Heusler à Porrentruy. Lettres anonymes et appel au public», *L'Impartial*, 9.3.1978, p. 18.
- <sup>16</sup> Bévi, «Affaire Heusler: l'enquête se poursuit malgré une première certitude. L'agent Rychen a bel et bien tué son collègue mais les circonstances demeurent peu claires», *L'Express*, 7.6.1978, p. 9.
- <sup>17</sup> A.T.S., «Affaire Heusler: l'enquête se poursuit malgré une première certitude. L'agent Rychen a bel et bien tué son collègue mais les circonstances demeurent peu claires», *L'Express*, 7.6.1978, p. 9.
- <sup>18</sup> Bévi, «Le meurtre du caporal Heusler: une pénible méprise?», *L'Express*, 7.6.1978, p. 1.
- <sup>19</sup> A.T.S., «L'appointé Rychen tente de se donner la mort», *L'Express*, 13.3.1979, p. 7.
- <sup>20</sup> JEANNERET Étienne, «Le Conseil fédéral et l'affaire Flükiger», *L'Express*, 18.2.1983, p. 21.
- <sup>21</sup> V. G., «La thèse du suicide reste la plus plausible», *L'Express*, 4.3.1983, p. 15.
- <sup>22</sup> Yves Petignat, «Affaire Flükiger: macabre exploitation», *La Tribune-Le Matin*, 12.2.1978, p. 20.
- <sup>23</sup> A.I.R., «Gendarme tué à Porrentruy: attentat revendiqué?», *Journal de Genève*, 6.3.1978, p. 6.
- <sup>24</sup> Entretien avec L., réalisé par Solène Humair en avril 2015, dans le cadre d'un séminaire en histoire contemporaine à l'université de Lausanne, sur les actions politiques violentes.
- <sup>25</sup> Rapport du commandant de la police bernoise, 8.7.1968, in: Georg KREIS, Jean-Daniel DELLEY, Otto KAUFMANN, *La protection politique de l'État en Suisse: l'évolution de 1935 à 1990: étude pluridisciplinaire effectuée et éditée sur mandat du Conseil fédéral*, Berne, Stuttgart, Vienne, P. Haupt, 1993, p. 507.
- <sup>26</sup> Les *Revolutionäre Zellen* (R.Z.) étaient un groupe armé allemand, constitué au début des années 1970 à Berlin. Il défendait des modes de vie alternatifs et dans ce but, il a mené une lutte contre la culture dominante. Les R.Z. ont été proches de la RAF ainsi que du *Bewegung 2. Juni*.

Quant au groupe *Rote Hilfe*, il a été créé dans les années 1920, à l'initiative de la III<sup>e</sup> Internationale, en Russie, afin de porter secours aux réfugiés communistes. Par la suite, des cellules se sont multipliées à son image un peu partout en Europe avant de s'éteindre peu avant la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1970, l'identité de ce groupe a inspiré plusieurs mouvements européens qui en ont repris le nom et qui se sont mobilisés en faveur des activistes politiques sanctionnés par leur gouvernement. Références: Sozialarchiv, 69.0 f, KS 335/328, 329, 330, Hilfsorganisation der Dritten Internationale: 1920-1941, Internationale Rote Hilfe, Rote Hilfe: einzelne Länder. Archives fédérales, E 4320 (B), 1992/149, 08/0039, 1923-1933, Rote Hilfe Schweiz. Archives fédérales, E 4320 C, 1995/390, Bd. 255, réf. 39/630, 1974-1975, Terrorismus, Rote Hilfe. Voir également la documentation en libre accès réunie au siège du groupe Aufbau à Zurich.

<sup>27</sup> Traduit par l'auteur: « Programme: 19 h-20 h: Discothèque — Différents stands — Gags — Chansons politiques — Boissons et nourriture.

20 h-21 h: Mot de bienvenue par *Rote Hilfe* — Peter Brückner parlera du « coup d'État rampant » — Chants de prisonniers de Thomas de Munich.

21 h-22 h: Contribution à la discussion par ASTRA (Schwarzpeter) — Un représentant des Béliers & d'autres contributeurs — Petits sketches à propos de la prison — Les nouvelles chansons d'Ernst Born, chanteur politique à Bâle (*Kaiser augstlied*).

22 h-?? : Daniel Cohn-Bendit (libraire à Francfort-sur-le-Main) nous racontera certaines choses qui lui sont venues à l'esprit — Peut-être Klaus der Geiger (ou: Klaus der Friedlier) de Cologne; au moment où nous écrivons ce programme, nous ne savons toujours pas s'il vient, mais c'est quasiment certain... — Musique et danse avec les orchestres Trio Grande, The Gitterstab-Breakers et Gift & S-Band.

Minuit: Carlos danse le dernier (?) tango.

Et la fête continue jusqu'à 3 heures » Hamburger Institut für Sozialforschung, RAA 02/066,007, vom 12.11.1975 bis 26.5.1977. Tract de *Rote Hilfe, Freiheit für alle*, non daté.

<sup>28</sup> A.T.S., « À Porrentruy: attentats contre le poste de police et l'Hôtel de Ville », *L'Impartial*, 4.4.1978, p. 14.

<sup>29</sup> A.T.S., « À Porrentruy: attentats contre le poste de police et l'Hôtel de Ville », *L'Impartial*, 4.4.1978, p. 14.

<sup>30</sup> Archives fédérales, E 4320 (C), 2001/55-85 (024), réf.: 29/845, Camenisch Marco, 21.1.1952, 1985-1993. *Note de la police judiciaire à propos d'une mesure de contrôle téléphonique chez Robert Moser*, datée du 16.1.1986.